

DÉNONÇANT UNE FRAUDE MASSIVE

Le PRA ne reconnaît pas les résultats des législatives

Le PRA vient de joindre sa voix à celles des autres partis qui ont exprimé, aussitôt les résultats des législatives de jeudi dernier rendus publics, leur refus de ces derniers allant jusqu'à ne pas les reconnaître «tant la fraude a été aussi massive que sophistiquée», dira le premier responsable du parti.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Changement de discours chez le PRA, réputé jusqu'ici pour avoir adopté des positions modérées. Et l'issue du scrutin législatif de jeudi dernier en est à l'origine, une issue «inattendue», dira d'emblée Kamel Bensalem, le secrétaire général du parti qui s'exprimait hier lors d'une conférence de presse, tant, poursuivra-t-il «nous nous sommes pleinement et sincèrement impliqués dans ce scrutin que nous croyons être le début d'une autre étape pour le pays, empreinte de davantage de démocratie, une étape qui allait redonner confiance à tout le monde».

Pour le conférencier, «cet espoir a été contrarié le jour même du scrutin par des pratiques de fraude généralisées au su et au vu de tout le monde». Il s'étalera sur ce qu'il a eu, en personne, à voir de ses propres yeux, lui qui pilotait la liste du parti dans la wilaya de Médéa dont il est originaire.

Et à Bensalem de parler d'innombrables irrégularités ayant émaillé les opérations de vote dans nombre de centres de vote qu'il a eu à visiter. A commencer par les bulletins de certains partis et candidats qui circulaient aux alentours des centres de vote, des piles de feuilles de vote de ces mêmes candidats que l'on consolidait à souhait, sans inquiétude aucune. Il citera également l'implication publique d'un commis de l'Etat, un chef de daïra dont il prendra le soin de

citer le nom, au bénéfice d'un candidat indépendant qui a usé de la chkara pour se faire élire à l'APN.

«C'est à croire que l'administration chargée de l'encadrement de ces opérations électorales avait reçu des directives précises», enchaînera l'orateur pour qui le phénomène n'était pas limité à un bureau ou un centre de vote mais généralisé à l'ensemble du pays tel que rapporté, dira-t-il, par les représentants du parti et ceux des autres formations.

Une telle opération de grande échelle qui fera dire au jeune patron du PRA que le premier magistrat du pays se doit d'intervenir afin d'y voir plus clair. «Nous interpellons le président de la République afin qu'il s'implique personnellement dans l'œuvre de sauver ce scrutin en ce qu'il représentait comme espoir en un changement pacifique aux yeux des Algériens.»

Le conférencier appuiera ses accusations de fraude massive par d'autres preuves «parlantes» comme ces nombreux P-V de dépouillement vierges mais paraphés, d'autres comprenant des irrégularités comme le nombre de voix données à un ensemble de partis ou encore ce P-V de consolidation au niveau de la wilaya d'Oran qui n'a été rédigé et paraphé que samedi, en début d'après-midi.

«Et dire, s'indignera Bensalem, que le ministre de l'Intérieur a donné les résultats la



Kamel Bensalem dénonce les innombrables irrégularités.

veille», en précisant que le même cas est valable dans toutes les wilayas où «les résultats ne cessaient de changer au gré des appétits et des quotas à satisfai-

re». Le premier responsable du PRA, qui considère ces résultats comme un frein à l'exercice politique qui ne fera que renforcer chez les gens, particulièrement

les jeunes, le sentiment d'aversion envers la chose politique, dira poursuivre le combat. Un combat qui sera mené, cependant, d'une tout autre manière, «celle d'une opposition plus farouche». Et à Bensalem de franchir le premier pas dans ce sens en affirmant que le PRA ne reconnaît pas les résultats de ces législatives, encore moins les réformes politiques et la révision constitutionnelle en vue.

Il n'exclut pas l'éventualité de ne pas siéger dans cette Assemblée avec l'unique siège que le parti a obtenu dans la wilaya de Tindouf.

«Nous allons nous concerter avec d'autres partis et cette option semble faire du chemin et toutes les options seront débattues lors d'une rencontre prévue prochainement», affirmera le premier responsable du PRA.

M. K.

LÉGISLATIVES DU 10 MAI

L'Union européenne n'en finit pas de féliciter l'Algérie

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Après Salafra (mission d'observation), Catherine Ashton, politique extérieure, et Stefan Füle, politique de voisinage, saluent le déroulement des élections législatives en Algérie.

Est-ce le printemps arabe qui vire au cauchemar un peu partout, Égypte, Tunisie, Libye qui ramène l'Union européenne à la raison en soutenant le processus électoral algérien ? Est-ce la

situation au Sahel et l'évaporation de l'Etat Mali ? Sont-ce d'autres raisons que le commun des électeurs ignorent ? Toujours est-il que l'Union européenne ne tarit pas d'éloges depuis le 10 mai sur l'élection législative algérienne.

Ni les jérémiades des islamistes réunis, ni les accusations de fraude lancées par d'autres partis, rien, pratiquement rien, n'entrave la volonté de Bruxelles de considérer le 10 mai 2012 algérien comme une date importante pour le renouveau démocratique algérien.

L'Alliance verte démantelée, le FLN et le RND, partis considérés comme sérieux par l'Union européenne, consolidés dans leur position dominante du paysage politique algérien, plus rien, désormais, ne s'oppose à une nette amélioration des relations entre Bruxelles et Alger.

D'autant que le parti de la haine contre l'Algérie symbolisée par l'ex-président français, Nicolas Sarkozy, a subi un revers en Hexagone. Le système algérien fera-t-il bon usage de cet état de grâce ?

A. M.

Mohamed-Seddik Benyahia évoqué par ses compagnons

Un hommage a été rendu, hier, au centre de presse du quotidien El Moudjahid à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed-Seddik Benyahia, mort en mai 1982 dans le crash de son avion, ciblé par un missile au-dessus du territoire iranien.

Y ont pris la parole pour l'évoquer, trois figures de proue de la diplomatie algérienne, qui sont Lakhdar Al-Ibrahimi, Salah Belkoubi et Mohamed-Salah Dembri. Le premier qui fut un compagnon de longue date a préféré le ton anecdotique pour, ainsi, rendre compte de ses qualités humaines.

Il a estimé que le défunt fut un homme «bien éduqué, d'une intégrité exemplaire, modeste et que, jusqu'à maintenant, à l'étranger, ceux qui l'ont connu continuent à l'évoquer, 30 ans après sa mort».

Et de regretter : «L'Algérie a perdu en lui un enfant qui pouvait tant donner.

Malheureusement, la mort l'avait ravi à ses amis et à sa famille – son fils Mohamed-Salem n'avait que deux ans à sa mort – et surtout à l'Algérie.»

Salah Belkoubi, par contre, a retracé son parcours combattant au sein des structures de la Révolution depuis sa jeunesse. C'est que Mohamed-Seddik Benyahia, ce licencié en droit de l'Université d'Alger et avocat stagiaire qu'il était juste avant le déclenchement de la Révolution de Novembre, a joué un rôle d'une extrême importance dans la mobilisation des étudiants pour servir la cause nationale en fondant l'Union générale des étudiants musulmans de l'Afrique du Nord (Ugema) et aussi des avocats qui fournissaient des renseignements précieux à la Révolution.

«Il est le coordinateur du réseau des avocats qui étaient la courroie de transmission entre les détenus nationalistes et les structures dirigeantes de la Révolution.

Mohamed-Salah Dembri, lui, qui n'est pas de la même génération que le défunt Mohamed-Seddik Benyahia, a restitué sa

doctrine d'action en politique étrangère, ayant constitué la référence à l'action de l'Algérie au concert des nations bien avant qu'il soit nommé à la tête des AE après la mort de Boumediène.

Dans son analyse, il s'est basé sur sa conception de l'identité algérienne et des éléments de la puissance d'un Etat dans un contexte international marqué par le schisme Nord-Sud et la confrontation Est-Ouest, et aussi son ambition qu'il nourrissait pour l'Etat algérien.

«Sa contribution pour la mise en évidence de l'identité algérienne (africaine, arabe, musulmane) est sans équivalent et je dirai, sans volonté de nuire à personne, que le 2^e Festival panafricain en 2009, organisé 30 ans après, ne s'est pas hissé au niveau du Panafricain de 1969 où Mohamed-Seddik Benyahia, alors ministre de l'Information, a eu à rassembler des troupes musicales des Noirs américains avec des troupes africaines. Ce fut une première à l'époque», a-t-il conclu.

Lyas Hallas



Feu Mohamed-Seddik Benyahia.

Photo : DR.